

la concession, la décision prise au sujet de la demande, les deniers payés et à recevoir pour ces concessions et les dates de paiement.—(M. Charlton.)

Ordre de la Chambre de fournir un état faisant connaître :—

1. Le nombre de demandes de concessions de terres pour fins de colonisation faites antérieurement au 25 mai, 1881, et copie de ces demandes; les noms et domiciles des personnes auxquelles des concessions de terres pour fins de colonisation ont été accordées jusqu'au 25 mai, 1881, le nombre d'acres et la situation des terres concédées à chacune d'elles; le nombre total d'acres ainsi concédés, les sommes d'argent payées, et les sommes restant à payer pour telles concessions, et copie de toute correspondance relative à ces demandes.

2. Le nombre de demandes de concessions de terres pour fins de colonisation faites en vertu des règlements concernant les terres promulgués par le ministère de l'Intérieur le 25 mai, 1881, et copie des dites demandes; les noms et domiciles des personnes auxquelles des concessions de terres pour fins de colonisation ont été accordées, ou dont les demandes ont été acceptées; le nombre d'acres et la situation des concessions accordées à chacune d'elles; le nombre total d'acres ainsi concédés, les sommes d'argent payées et les montants restant à payer pour telles concessions, et le nombre de cantons où sont situées telles concessions, et copie de toute correspondance relative à ces demandes.

Aussi, un relevé, sous forme de tableau, donnant le résultat de chacun des états ci-dessus, faisant connaître le nom de chaque personne qui a fait une demande, la date de sa demande, le nombre d'acres demandés par elle, la situation de la concession, la décision prise au sujet de la demande, les deniers payés et ceux restant à payer pour ces concessions, et la date du paiement.—(M. Charlton.)

Ordre de la Chambre de fournir un état indiquant :—

Le nombre total de demandes pour loyers de terrains de pâture et le nombre total d'acres demandés à cette fin;

Le nombre de demandes et d'acres compris dans ces demandes, en vertu de chacun des règlements concernant les terres publiques, promulgués de temps à autre par le ministère de l'intérieur;

Le nombre total des baux accordés ou consentis et le nombre total d'acres compris dans ces baux;

Le nombre de baux accordés ou consentis et le nombre total d'acres de terres compris dans ces baux, en vertu de chacun des règlements concernant les terres publiques promulgués de temps à autre par le ministère de l'Intérieur;

Le nom et le domicile de chacune des personnes qui ont demandé à louer des terrains de pâture; le nom et le domicile de chaque locataire de ces terrains en vertu de chacun des règlements concernant les terres publiques promulgués de temps à autre par le département de l'intérieur, ainsi que le nombre d'acres loués, ou que l'on est convenu de louer à chacun, et le montant du loyer payé et payable par chacun;

Aussi, copie de toutes les demandes et de toute la correspondance y ayant rapport jusqu'à la date de l'état; et un relevé sous forme de tableau, donnant les renseignements demandés par l'état ci-dessus.—(M. Charlton.)

Adresse demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et aucun des juges de cours de comté de la province d'Ontario, ou aucune autre personne concernant la nomination de tels juges ou de toute autre personne comme juges subrogés de la cour maritime de la dite province, avec le salaire, les allocations ou les honoraires attachés à telle nomination; le nombre et le nom des personnes ainsi nommées et la date de la nomination, et copie de tous les ordres administratifs ou de tous les ordres en conseil relatifs à telles nominations et à tels salaire, allocations ou honoraires.—(M. Cameron, Huron.)

Ordre de la Chambre de fournir un état indiquant séparément le nombre de navires (vapeurs ou voiliers) qui sont entrés dans le port de refuge de Rondeau et qui en sont repar-

Sir HECTOR LANGEVIN

tis après avoir fait leur déclaration en douane et s'être acquittés, tel que rapporté au gouvernement par le maître et le percepteur du dit port de Rondeau, respectivement.—(M. Stephenson.)

Ordre de la Chambre de fournir copie des rapports de H. F. Perley, écr., ingénieur en chef du département des travaux publics, concernant le port de Kingsville.—(M. Patterson, Essex.)

La séance est levée à 4.40 p.m.

CHAMBRE DES COMMUNES.

VENDREDI, 17 février 1882.

Présidence de l'honorable JOSEPH GODERIC BLANCHET.

La séance est ouverte à trois heures.

PRIÈRE.

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PARTICULIER.

M. DREW propose que le délai pour recevoir les pétitions demandant l'adoption des projets de loi d'intérêt particulier ou bills privés soit prorogé jusqu'au mercredi le premier de mars prochain.

Adopté.

DÉPOT DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants sont présentés et lus pour la première fois :—

Bill (No. 13) à l'effet d'autoriser la liquidation des affaires de la compagnie d'assurance maritime et contre l'incendie, de la Puissance.—(M. Kilvert.)

Bill (No. 14) concernant la compagnie du chemin de fer du Sud du Canada et la compagnie du chemin de fer Erié et Niagara.—(M. Arkell.)

LE BUDGET.

Sir LEONARD TILLEY. Je dois dire à la Chambre que j'espère pouvoir, mardi prochain, déposer le budget sur le bureau de la Chambre et le vendredi suivant, faire l'exposé financier.

PATACHE DE LA DOUANE A LA BAIE D'HUDSON.

M. BANNERMAN. Le gouvernement a-t-il l'intention d'envoyer une patache de la douane ou autre cote à la baie d'Hudson l'été prochain, en vue de percevoir le revenu d'une manière satisfaisante ?

M. BOWELL. Le gouvernement a pris la chose en considération.

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT A PARIS.

M. VALLÉE. Le gouvernement a-t-il nommé un agent ou commissaire, ou se propose-t-il d'en nommer un, pour représenter les intérêts du commerce canadien, à Paris, en France ?

Sir LEONARD TILLEY. Le gouvernement croit savoir que l'administration de Québec se propose de nommer un représentant ou délégué qui résidera à Paris dans les intérêts de cette province. Si cette nomination est faite, il est très possible que le gouvernement du Canada utilise les services de ce monsieur pour l'encouragement de l'immigration et le développement des intérêts commerciaux du Canada.